

IMPORTATION D'HUILES ALIMENTAIRES EN TANKS

La Ldcb met les consommateurs en garde

Le président de la ligue de défense du consommateur au Bénin (Ldcb) a entretenu les hommes des médias sur la circulation des huiles alimentaires impropres à la consommation sur le marché béninois. Hier à la salle de conférence du Cnbc Romain Houéhou, le président de la Ldcb a tiré la sonnette d'alarme face aux menaces que laissent planer ces huiles importées en tanks sur les consommateurs.



Le Président Romain Houéhou prévient les populations de la circulation des huiles impropres à la consommation

↳ Rudy GANSEY

Le Bénin serait-il devenu la terre d'accueil de certaines variétés d'huiles impropres à la consommation? Difficile de répondre par la négative dans la mesure où de nouvelles marques d'huiles inondent les centres commerciaux locaux au fur et à mesure que les jours passent. Laxisme ou tactique politique? Les pouvoirs publics observent un mutisme qui semble cautionner cette intoxication des citoyens. Des produits alimentaires qui circulent dans les différents marchés avec une banalité étrange. A l'étape actuelle les usagers des différents marchés les achètent et les consomment dans l'ignorance la plus totale. Comme d'habitude les approvisionnements s'effectuent sans considération des normes liées à la qualité des pro-

duits alimentaires. Le facteur déterminant étant plus le prix, de nombreux consommateurs se font prendre au piège d'opérateurs économiques indelicats d'où le succès franc rencontré par des huiles impropres à la consommation.

Face à l'ampleur du mal et les risques qui planent sur les consommateurs, Romain Houéhou est monté au créneau pour dénoncer les vendeurs de cette intoxication alimentaire. A l'en croire la situation actuelle résulte d'un relâchement dans le contrôle de la qualité des produits alimentaires. Pour Romain Houéhou, ces vérifications devraient être systématiques et étendues à toutes les marchandises comestibles. Se fondant sur les statistiques de l'année 2000, le confrencier a montré que les contrôles des services chargés de la normalisation et de la qualité s'opèrent sur une infime partie

des huiles importées au Bénin. Les statistiques de l'Insaie sont formelles : sur les 11 mille tonnes d'huile importée, environ 5 mille ont transité par les services de vérification.

De l'avis du confrencier, l'absence d'étiquettes sur les tanks renforce les importateurs dans la manipulation des clients qui se laissent ainsi duper. En effet, les indications mentionnées sur les étiquettes permettent aux consommateurs d'obtenir des informations sur les composants de l'huile, les effets secondaires et l'adresse du fabricant. Tout choses qui, selon Romain Houéhou, n'exposent pas les acheteurs aux risques encourus actuellement. Dans les prochains jours, le président de la Ldcb projette l'organisation d'un séminaire devant regrouper les consommateurs, les producteurs locaux, et certains membres du gouvernement.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les élections municipales sont prévues pour se tenir dans notre pays le 1^{er} Décembre 2002. Elles sont les toutes premières de notre jeune démocratie. La concrétisation sans failles de cette cruciale échéance fera la fierté de toute une nation avide de décentralisation pour un développement effectif.

Tout citoyen conséquent se souvient encore avec inquiétude des graves irrégularités ayant entaché les élections présidentielles de mars 2001. Elles ont pour nom entre autres : manque de fiabilité de la liste électorale, précipitation dans la mise en oeuvre du processus électoral avec ces conséquences désastreuses créant l'absence de crédibilité dans le résultat des votes. Comme si tous ces travers n'ont pas servi de leçon à nos dirigeants à tous les niveaux, nous voilà encore embarqués vers un nouveau retard dans l'installation de la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) qui, selon les normes constitutionnelles, devrait être mise sur pied trois mois avant les élections.

Face à ce triste constat, l'ONG MONAG-VIE appelle les hommes politiques de tous bords, particulièrement le gouvernement, à abréger les calculs politiques afin que cette CENA 2002 soit diligemment installée.

En effet, les tâches de cette institution sont nombreuses et colossales :

- lancer et étudier les candidatures
- délivrer les cartes d'électeurs
- corriger la liste électorale
- mettre en place la lourde logistique électorale
- Etc.

Par ailleurs, l'ONG - fustige l'entrée anticipée en campagne électorale de certains hommes politiques futurs candidats qui, pour les sombres besoins de l'achat des consciences, ont transformé leur demeure en maison de charité, distribuant vivres, argent et promesses fallacieuses.

Enfin, l'ONG MONAG - VIE appelle la population béninoise électorale à user de prudence, de circonspection et de perspicacité afin de faire échec à ces hommes politiques égoïstes et véreux, avides de concrétiser des buts électoraux dont eux seuls tireront profit. Fait à Cotonou, le 28 Août 2002 Pour l'ONG MONAG - VIE

Le président Aristide Houndode.

SOCIETE

GROGNE

Eugène LAKPOME

La mutilation génitale en question

Le combat contre la mutilation génitale féminine emballe tous les acteurs de la vie sociale et politique. Au Bénin, nonobstant l'engagement des pouvoirs publics, les Ong et associations en font leur principal cheval de bataille. Déjà à plusieurs reprises, le Ministre de la famille, de la protection sociale et de la solidarité Mme Claire Houngan Ayémona a visité les régions cibles du septentrion pour sensibiliser les populations afin de les convaincre à abandonner cette pratique avilissante pour la dignité de la femme. Des actions du genre se développent par certains ténors de la société civile. Pourtant, les clitoris continuent de tomber au Bénin. Les femmes et les hommes en charge d'exécuter la pratique n'entendent outre mesure se départir de leur sale besogne.

Voilà de quoi s'interroger sur les mobiles réels d'une aussi inquiétante résistance.

En effet, la persistance des mutilations génitales malgré cette campagne de sensibilisation tient à expliquer l'aspect culturel de la pratique. Cela, ceux qui s'étonnent aujourd'hui de la reprise des couteaux semblent bien l'ignorer. Et c'est ce qui justifie l'incohérence de leur approche dans la lutte qu'ils mènent contre le phénomène. La mutilation génitale dépasse le simple fait matériel de trancher le clitoris à une femme. Elle est un acte culturel qui a pris corps dans la conscience d'un groupe social donné et ceci, à travers les âges. C'est dire que même si la sensibilisation est identifiée comme étant la meilleure méthode d'action, elle mettra du temps à porter ses fruits. Si l'on pouvait s'efforcer de comprendre les communautés qui se livrent à cet acte, on saurait qu'elles agissent en respect des mânes ancestraux. C'est tout dire de la complexité de la lutte à mener contre la mutilation.

S'il est des actions efficaces à poser contre le fléau, c'est bien l'adoption des textes de loi pouvant réprimer les éventuels auteurs. Dans cette optique, le Bénin se plaint dangereusement dans un vide juridique inexcusable et se classe loin derrière certains Etats africains concernés par le problème dont le Sénégal, le Mali. Les divers acteurs de la vie sociale béninoise se doivent de faire pression sur la représentation nationale aux fins de permettre aux nationaux de disposer de cet instrument juridique sans lequel, les nombreuses campagnes de lutte contre la pratique demeureraient de vains mots. Sur ce plan, l'initiative de la section nationale de l'Ong comité Inter-africain (Ciaf) mérite un coup de chapeau. Cette structure intéresse l'Assemblée nationale sur un projet de lois que l'honorable député Alassane Zoumarou essaie de défendre à l'Hémicycle.

ATTENTION - ATTENTION

Hommes d'Affaires, Chefs d'Entreprise & Particuliers, une affaire en or pour vous :

Micro-ordinateur portable dernière technologie Pentium IV Multimedia 1,6 Gigahertz

Ecran 14,1 pouces
Disque Dur : 20 Gigaoctets
Mémoire : 256 Mégaoctets
Windows XP & Office 2000
Souris intégrée et externe

Modem 56 K intégré
Lecteur DVD & disquette
Housse de protection

PRIX: 1,45 million Fcfa TTC

Contact : 93 58 68

DEUXIEME EDITION DE "VACANCES AEREES" A COTONOU

L'Ong « Racines » au secours de la scolarisation des enfants

Cotonou abrite des camps de vacances aérées jusqu'au 30 août prochain. La cérémonie de lancement a eu lieu le 20 août dernier à Agbondjédo sous les auspices de l'Ong Recherche action, initiative pour un nouvel espoir (Racines).

↳ Immaculée AMOUSSOUGA (Collaboration)

Sensibiliser les parents à envoyer les enfants à l'école, offrir des cadres de divertissements aux enfants. Autant de motivations qui expliquent l'engagement de « Racines » à organiser des activités ludiques dans certains quartiers pauvres de notre capitale économique. En choisissant cette plénière à l'air libre, les responsables de l'Ong ont su mesurer l'ignorance grandissante de bien de riverains à fouler au second plan, la scolarisation de leurs enfants. Les camps de vacances aérées qui sont à leur deuxième édition cette année entendent donc combler ce vide au profit de ceux qui sont appelés à prendre la relève de demain. Cette année, les camps de vacances aérées couvrent successivement Agbondjédo, Akpakpadomédé et Placondji. Pour l'instant, plus de trois cents

enfants ont bénéficié par quartier du programme en suivant des cours de vacances et jeux de divertissement telles des courses de vitesse, des danses et des courses en sac sans omettre le mannequina et le football.

Plusieurs cadeaux sont prévus pour les enfants dont la tranche d'âge varie de 4 à 8 ans pour les petits et de 9 à 15 ans pour les grands. Il s'agit notamment des fournitures scolaires de tout genre, des jouets, des chapeaux, des tee-shirts. Le camp de divertissement sensibilise les parents et les motive à envoyer les enfants à l'école. Aussi l'Ong « Racines », dans son programme « Education » suite-elle de très près ces familles démunies dans la scolarisation effective des enfants et leur apporte des aides considérables.

L'Ong « Racines » compte élargir ces actions à d'autres quartiers déshérités de Cotonou pour contribuer au développement



Les enfants du camp "Vacances aérées" en plein divertissement

du pays à travers la scolarisation des enfants, car « Eduquer l'enfant, c'est éduquer tout un peuple », dit-on.

L'Ong « Racines » développe également des programmes de lutte contre le sida ; l'accompagnement familial, la santé communautaire, l'appui aux initiatives communautaires.

A considérer l'imminence de la décentralisation, les actions de « Racines » ont tout de servir d'exemple aux futurs élus locaux.